

ENJEU SÉCURITÉ - Ministère de l'Intérieur, drogue et obligation de résultat

LE droit distingue *L'obligation de moyens*, selon laquelle on doit déployer ses meilleurs efforts pour atteindre l'objectif visé en respectant les règles de l'art ; et *l'obligation de résultat*, où un objectif est donné et doit être atteint.

Pour le ministre de l'Intérieur, il y a obligation de résultat : on ne lui demande pas de raconter combien de policiers ceci, ou combien d'opérations cela ; il lui faut ramener *effectivement* la pression criminelle sous le seuil de l'insupportable ; sinon, la porte. M. Darmanin répond-il à cette obligation de résultat? Pas du tout. Il martèle que la lutte contre la drogue est "la mère de toutes les batailles" ? Prouvons-le sur ce point.

Rappel : en 2023, Il y a en France $\pm 900\ 000$ fumeurs de cannabis au quotidien et désormais, autant de cocaïnomanes réguliers. Le chiffre d'affaire des trafiquants (toutes drogues confondues, prix au détail) est de $\pm 4,2$ milliards d'€/an.

- **L'inondation de cocaïne** s'aggrave. En 2022, saisies en France, ± 27 tonnes (19 en 2021) . Cette explosion des saisies tient-elle à une efficacité accrue des services de l'État ? Non : à un déferlement de cocaïne toujours plus massif. À combien de tonnes l'État estime-t-il cette inondation ? Quel pourcentage pense-t-il en saisir ? Mystère : M. Darmanin est muet sur le phénomène-même qu'il prétend réprimer. Certitude : l'offre de cocaïne explose : preuve, son prix baisse. De ± 80 €/gramme en 2020, on la trouve fin 2022 à 60€/g., 30€ le 1/2 g. Ce que confirme l'OFDT, organisme officiel "Avec une cocaïne qui inonde l'Europe, les prix ont baissé".

- **Prolifération du "crack"** (cocaïne-base) - stupéfiant d'autant plus dangereux qu'il est bon-marché (± 15 € la "galette" de quelques grammes, pour 4 à 5 "fumettes") et que pour lui, nuls produits de soin, sevrage ou substitution n'existent. Le toxicomane tend à fumer son crack à jet continu, sans autre espoir que de mourir à petit feu. Or désormais, notamment à Marseille, les dealers "classiques" (cannabis, cocaïne, héroïne) ajoutent le crack à leur "menu" ; ainsi, se répand-il partout en France.

Retour à Paris : Le 16 septembre 2022, le préfet de police de la capitale claironne dans *Le Parisien* "Le trafic de crack sera éradiqué dans un an". Il ajoute "cela implique de prendre en charge les consommateurs pour les faire entrer dans un processus de soin". Quels "soins" ? Il n'y en a pas pour le crack. Un an a passé. 300 à 400 *crackeux* sont toujours éparpillés dans les 18e et 19e arrdts., Boulevards Ney et MacDonald, Porte de la Chapelle et Stalingrad, jusqu'à Saint-Lazare et Bonne Nouvelle.

Métastases "marseillaises" partout en France - (Note DCPJ d'octobre 2022). À mesure où les ministres de M. Macron éparpillent des migrants partout en France, des supermarchés de la drogue prolifèrent. Début 2023, voici les villes de toute taille - hier préservées - ou existent des "dériveries marseillaises" (intimidations, tirs aux jambes, homicides & tentatives, guerres de territoires) : Angers, Angoulême, Avignon, Besançon, Brive-la-Gaillarde, Cambrai, Cavillon, Chalon-sur-Saône, Chenôve, Clermont-Ferrand, Compiègne, Dijon, Le Creusot, La Roche-sur-Yon, Limoges, Mâcon, Nantes, Niort, Orléans, Poitiers, Reims, Rennes, Valence, etc.

Pour le renseignement territorial, les narcotrafiquants de ces villes sont des professionnels ; quoique jeunes, ils savent où et comment acheter la drogue, la vendre, recruter du personnel, sécuriser les flux (stupéfiants, argent), investir les profits. Répartition des tâches et partage du butin : telle est la définition même du crime organisé. Or dans ces gangs, on répartit les tâches et partage les profits entre clans. Parfois, on y dispose de comptes en cryptomonnaies (Pays-Bas, Lituanie, etc.).

"Pilonnage" des lieux de trafic - M. Darmanin déclare en octobre 2022 qu'en France (Métropole), depuis le début 2021, les "fours" ont diminué, précisément "de 3 952 à 3 233". S'agissant de "plans" évanescents, de cage d'escalier en coin de murs, couloirs dérobés ou cave de HLM, ce décompte d'apothicaire est risible : un "four" n'est ni une station-service, ni un bureau de tabac. Et, chassé un moment, il réapparaît bientôt au même endroit. Sur les 230 de Marseille, certains disparaissent peut-être plus longtemps que d'autres - mais, dit la police de terrain, du fait de guerres entre gangs, plus que du "pilonnage". Les opérations "coup de poing" ? Quand son "four" rapporte 50 000 €/jour à un caïd, perdre quelques kilos de cannabis n'est qu'une broutille.

Autre mensonge par omission de M. Darmanin : il ne dit mot sur la livraison à domicile ou *Uber-Shit*, qui remplace des "fours". Dans l'Est de la France, à la mi-2023, une magistrate estime que ces livraisons forment quelque 40% du trafic. Combien à l'échelle nationale et que sait l'Intérieur de ce phénomène ? Silence du ministre.

Qui a pourtant une excuse : il n'est pas bien secondé à Marseille, où la **maire de police patauge toujours**. Sa dernière : sur place, elle veut "couper les tentacules de la pieuvre". Rappel : on appelle la mafia sicilienne "la pieuvre" car, outre ses pseudopodes, elle dispose d'une tête, la "coupole", qui dirige et anime l'ensemble. Quiconque a vu une pieuvre une fois dans sa vie sait cela. Or, existe-t-il une telle tête à Marseille ? Bien sûr que non : on a des gangs de cités dopés à l'argent criminel. Ont-ils une direction commune ? Voire, une simple coordination ? D'évidence, rien de la sorte - puisque ces bandes s'entretient. Un enfant comprend ça sans peine - pas la préfète. ■